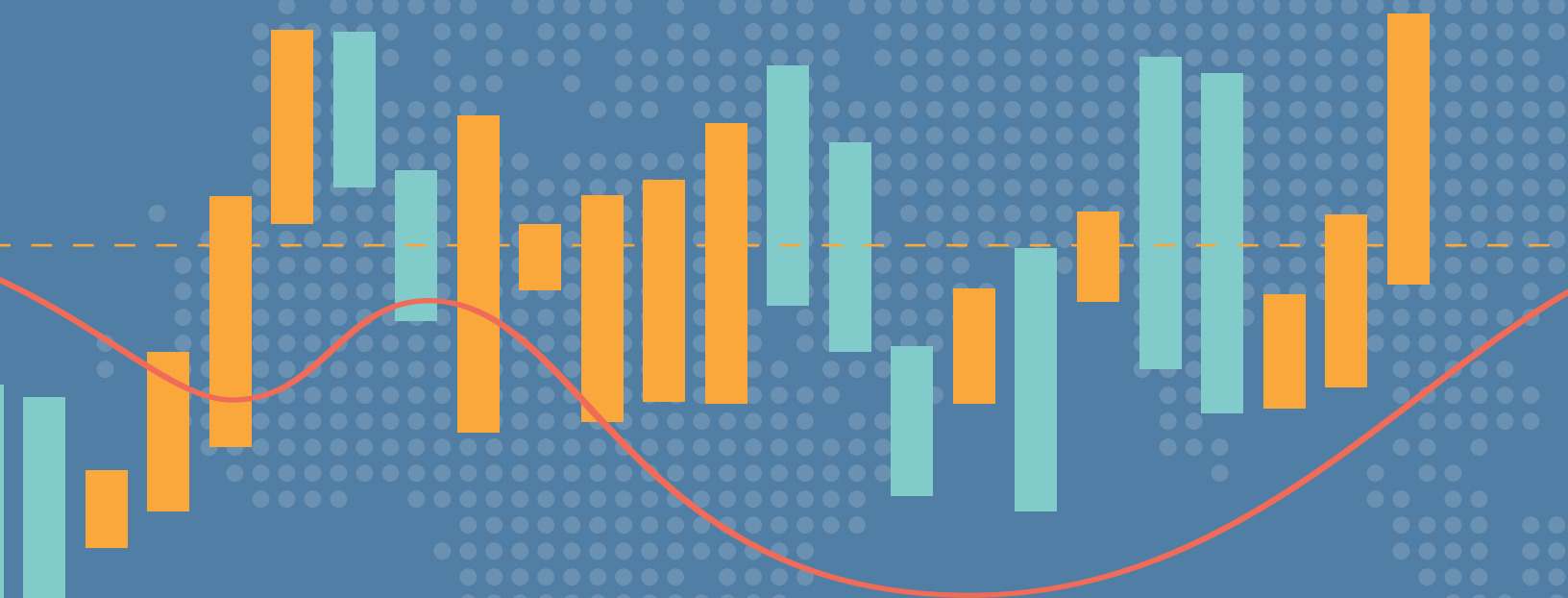


FAIRE PROGRESSER LES DONNÉES ET LES STATISTIQUES GENRÉES EN AFRIQUE

Rapport pour le Réseau de données genrées commandité par la
Commission économique pour l'Afrique



Gender Data
NETWORK

REMERCIEMENTS

Le présent rapport a bénéficié des contributions d'un grand nombre de personnes. Nous remercions tout particulièrement Oluyemi Oloyede, Emma Phiri, Petronella Kaputu, Tinashe Mwadiwa, Dominique Kanobana, Glory Mshali, Sorsie Gutema Deme, Gloria Akoto-Bamfo, Caroline Gatwiri Mutwiri, Dickson Dikoloti Gareoitse et tous les membres du Réseau de données genrées, qui ont fait part de leurs réflexions lors des entretiens. Merci également à Meriem Ait Ouyahia et Lauren Harrison du Partenariat statistique au service du développement au XXIe siècle et Shaida Badiie, Jahanara Saeed et Lorenz Noe de Open Data Watch pour leurs commentaires et suggestions sur le projet.

Le rapport a été commandité par la Commission économique pour l'Afrique et préparé par la consultante Jessica Espey. Merci à Fatouma Sissoko et Shewit Gebregiorgis pour leur soutien tout au long de ce processus.

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	1
1. Introduction	3
2. Domaines d'action de 2019 à 2021:	5
2.1. Méthodologies	5
2.2. Renforcer la compréhension, les communications et l'utilisation.....	9
3. Enseignements acquis dans l'ensemble du Réseau de données genrées	14
4. Activités futures potentielles	15
Références	17

1. INTRODUCTION

En 2019, Open Data Watch, Data2X et leurs partenaires ont publié une étude sur la disponibilité des données genrées dans 15 pays africains (Open Data Watch, 2019). Selon cette étude, des données ventilées par sexe n'étaient disponibles que pour 52 % des indicateurs sexospécifiques (y compris les indicateurs de genre identifiés dans le cadre des objectifs de développement durable et les indicateurs supplémentaires identifiés par l'Union africaine). Des indicateurs cruciaux relatifs aux opportunités économiques des femmes et des hommes, à leur interaction avec l'environnement et à leur sécurité humaine étaient totalement absents. En outre, de graves problèmes d'infrastructures et de capacités ont été identifiés, ainsi qu'une dépendance excessive à l'égard des données des enquêtes auprès des ménages et la médiocrité de la collecte et de l'analyse des données administratives. De surcroît, dans de nombreux cas, les données provenant d'enquêtes qui étaient disponibles ne pouvaient pas être ventilées par sexe, car elles avaient été recueillies au niveau des ménages (Open Data Watch, 2019).

Le Livret sur les données du genre en Afrique 2019, publié par la Banque africaine de développement (2019), confirme ces conclusions. Les statistiques de l'état civil telles que le taux de scolarisation, le taux d'alphabétisation et l'incidence des violences à l'égard des femmes sont absentes ou datent de plus de cinq ans pour un grand nombre de pays d'Afrique subsaharienne, dont le Kenya, le Libéria et l'Afrique du Sud. Même lorsqu'elles sont disponibles, elles sont fréquemment modélisées à partir d'enquêtes précédentes et ne constituent donc que des estimations (Banque africaine de développement, 2019). Les statistiques sur la mortalité maternelle, en particulier, ne sont recueillies que beaucoup trop rarement ; les dernières données disponibles couvrant l'ensemble de l'Afrique subsaharienne datent de 2017 (Banque mondiale, 2022).

La maladie à coronavirus (COVID-19) a exacerbé ces tendances, avec des interruptions des programmes d'enquête et d'autres exercices de collecte de données dans tout le continent. Les ripostes à la COVID-19 ont également montré que les données genrées ne sont pas correctement prises en compte dans la conception des politiques nationales. Lors d'une enquête récente sur les réactions politiques à la COVID-19, menée par le Programme des Nations Unies pour le développement et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), un seul pays sur l'ensemble du continent (l'Égypte) s'est avéré avoir adopté une réponse à la pandémie holistique et sensible au genre et jusqu'à huit pays n'avaient pas du tout pris en compte le genre dans leurs politiques de riposte à la pandémie. Tous les autres pays du continent n'ont pris en compte que partiellement les effets de la pandémie sur les hommes et les femmes dans différents domaines économiques, malgré les éléments de preuve suggérant qu'il y a eu une recrudescence des violences à l'égard des femmes et des filles, une augmentation sans précédent du travail de soins non rémunéré et des pertes d'emplois, de revenus et de moyens de subsistance à grande échelle pour les hommes et les femmes (Programme des Nations Unies pour le développement, 2022).

Comme le montrent ces réactions à la COVID-19, l'utilisation des données genrées dans les politiques et les prises de décision est extrêmement difficile. Le présent rapport s'appuie sur des entretiens menés avec une douzaine de statisticiens nationaux qui s'occupent activement des statistiques ventilées par sexe. Les personnes interrogées ont souligné que leur gouvernement ne fait généralement qu'une médiocre utilisation des données genrées, en raison de la faible priorité accordée à l'égalité des sexes dans leurs politiques et des manques de capacités aux niveaux national et local. Les autorités et les statisticiens locaux ne savent souvent pas comment collecter ou interpréter les données relatives au genre, ni comment les transmettre au gouvernement dans leurs rapports, ce qui signifie que ces problèmes sont moins susceptibles de recevoir un financement, alimentant ainsi un cercle vicieux de manque d'attention. Toutes les personnes interrogées ont identifié l'insuffisance persistante du financement de la production, de la diffusion et de l'utilisation des données genrées comme une

préoccupation centrale. Elles ont souligné aussi l'importance de la communication et du plaidoyer quant aux données générées pour surmonter ce manque de ressources et de capacités.

En réponse aux graves lacunes de données générées décrites ci-dessus et aux défis associés à la communication et à l'utilisation de ces données, le Réseau africain de données générées a été créé en 2019 par la Commission économique pour l'Afrique (CEA), Data2X et Open Data Watch, avec des partenaires nationaux. En 2021, le réseau s'est étendu en un Réseau mondial de données générées, coordonné par le Partenariat statistique au service du développement au XXIe siècle.

Le Réseau est composé de statisticiens de haut niveau des gouvernements de 15 pays africains¹ spécialisés dans les questions de genre et vise à remédier à la pénurie et à la sous-utilisation des données générées en améliorant la production et l'utilisation de ces données dans les systèmes statistiques nationaux. Ses objectifs sont notamment de relever le niveau des données, d'en améliorer l'efficacité et la communication et d'en encourager l'utilisation dans tous les pays participants. Pour ce faire, il entreprend un large éventail d'activités, notamment des recherches pour identifier les défis que doivent relever les pays en matière de données générées et sur de nouvelles méthodologies innovantes ; en établissant des liens entre ses membres et la communauté mondiale des données générées ; en soutenant les points focaux nationaux chargés des données générées et en encourageant les pays à nommer et à financer de tels postes ; en renforçant les capacités des membres au moyen d'apprentissages et de formations par les pairs et en cherchant à mieux faire connaître les questions relatives aux données générées dans l'ensemble du continent.

Comme l'ont observé les membres du réseau lors d'un webinaire public organisé en janvier 2022 sur le thème de « l'obtention de meilleurs résultats avec de meilleures données générées », l'action collaborative par le biais d'un tel réseau renforce les compétences et la confiance individuelles, favorise les liens entre les experts en données générées de toute l'Afrique, encourage l'apprentissage et le développement entre pairs et fournit une formation pour permettre des améliorations collectives des données régionales sur le genre.²

Le présent rapport donne un aperçu des activités du Réseau depuis sa création en 2019. Il s'appuie sur toute une gamme d'éléments de preuve, notamment des documents de projet, des publications du réseau et de ses partenaires, des entretiens avec des personnes clés du réseau et de ses partenaires opérationnels et des transcriptions des discussions tenues lors du webinaire susmentionné. Le rapport met en exergue une série d'activités menées par le réseau en ce qui concerne la production et la conservation des données, ainsi que les communications et l'utilisation de ces données. Il constate que, quoiqu'en étant encore à ses balbutiements, le réseau a eu un impact considérable sur les données générées en Afrique. Grâce à la collaboration et au partage d'informations, une série de projets novateurs et expérimentaux ont été mis à l'essai et, lorsqu'ils ont été couronnés de succès, reproduits dans plusieurs pays. En outre, les membres du réseau ont eu accès à un réseau continental de praticiens des données générées, grâce auquel ils ont pu développer leurs compétences et leur confiance en eux. Selon deux participants à l'enquête, le réseau « nous aide en tant que pays, car la formation que je reçois améliore directement les statistiques nationales, ainsi que la façon dont je rédige les rapports et diffuse les informations »³ et « grâce aux connaissances [que j'ai] acquises lors de la formation en communication avec le GDN [Gender Data Network], j'ai maintenant la confiance nécessaire pour faire du travail de communication sur le genre ».⁴

1 Les pays partenaires du Réseau sont : Afrique du Sud, Botswana, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Ghana, Kenya, Lesotho, Malawi, Nigéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Zambie et Zimbabwe.

2 Webinaire sur l'obtention de meilleurs résultats avec de meilleures données générées, organisé par la CEA, Data2X, PARIS21 et Open Data Watch les 26 et 27 janvier 2022. Vidéos YouTube disponibles sur <https://www.youtube.com/watch?v=4LHBGXSeWUU&feature=youtu.be> et <https://www.youtube.com/watch?v=o140b0G7HLQ&feature=youtu.be>.

3 Entretien en ligne avec Glory Mshali le 25 janvier 2022.

4 Entretien en ligne avec Emma Phiri le 19 janvier 2022.

2. DOMAINES D'ACTION DE 2019 À 2021

2.1 MÉTHODOLOGIES

Depuis le lancement du réseau en 2019 et sa réunion inaugurale tenue à Accra, les pays membres et les organisations qui le soutiennent ont réalisé une série de projets et d'activités axés sur la production de données genrées. Ces projets se répartissent en deux grandes catégories :

- a. Ceux conçus pour renforcer des méthodologies existantes, par exemple en superposant des ensembles de données, en tentant une nouvelle désagrégation ou en utilisant des technologies pour accélérer les processus d'énumération ;
- b. Ceux conçus pour innover grâce à de nouvelles méthodes et technologies.

Certains d'entre eux étaient des projets pilotes à petite échelle qui sont maintenant terminés, mais d'autres ont connu un tel succès qu'ils ont été étendus ou reproduits dans plusieurs pays. Lors du webinaire du réseau en janvier 2022, une série d'initiatives réussies ont été présentées et les participants ont noté qu'il y avait un énorme potentiel pour combler les lacunes en matière de données genrées et en améliorer la couverture en tirant parti de différentes sources de données, notamment les enquêtes, les recensements, les données administratives, les données générées par les citoyens et les mégadonnées. Certains des exemples cités sont présentés ci-dessous, ainsi que plus de 10 autres initiatives réussies et hautement reproductibles menées par des membres du réseau et leurs partenaires. Selon les principaux répondants, la compilation et le partage de ces avancées méthodologiques ont constitué pour les pays membres un avantage majeur du réseau. Grâce au réseau, les points focaux chargés des données genrées ont partagé de nouveaux questionnaires, des conseils méthodologiques sur l'expérimentation de nouvelles approches, telles que les données générées par les citoyens, et des conseils sur la façon d'obtenir un soutien et un financement pour ces innovations.

2.1.1 RENFORCEMENT DES MÉTHODES EXISTANTES

Depuis la création du réseau, ses membres et leurs partenaires cherchent à renforcer et à étendre les méthodologies existantes, telles que les enquêtes et les recensements, afin de permettre une plus grande désagrégation et une meilleure analyse comparée selon le sexe. En 2020, par exemple, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), une des organisations partenaires, a publié la Boîte à outils Comptées et visibles (ONU-Femmes, 2021), comme guide de référence sur la façon de produire des statistiques ventilées par sexe dans l'éducation, à partir d'enquêtes auprès des ménages. ONU-Femmes a collaboré avec le Groupe de travail intersecrétariats sur les enquêtes auprès des ménages pour assurer la participation de tous les programmes internationaux d'enquêtes à grande échelle auprès des ménages et d'un large éventail de gouvernements nationaux. En Afrique, le Cameroun, le Kenya, le Sénégal, l'Ouganda et la République-Unie de Tanzanie ont tous participé à ce programme. Cette initiative a incité le Bureau national des statistiques du Kenya et ONU-Femmes à conceptualiser et à lancer un nouvel indice de l'autonomisation des femmes au Kenya, qui est le premier outil qui mesure de manière exhaustive et systématique l'autonomisation des femmes et des filles. S'appuyant sur les données des enquêtes nationales existantes, l'indice est utilisé pour surveiller les attitudes à l'égard des violences conjugales, les ressources humaines et sociales, les rôles dans la prise de décision du ménage, le contrôle des relations sexuelles et l'autonomisation économique. Depuis sa création, l'indice a bénéficié d'une couverture positive dans les médias kenyans, contribuant à informer le discours public sur l'égalité des sexes (ONU-Femmes, 2021).

L'une des ambitions que partagent tous les pays membres du réseau a été d'accroître l'utilisation de la technologie pour amplifier et élargir les méthodes existantes de collecte de données, par exemple en utilisant des textos et la technologie assistée par ordinateur pour les entretiens personnels. En 2020, la Zambie a mené une enquête sur la population active auprès de 9 184 ménages dans 470 zones d'énumération dans les 10 provinces du pays. L'objectif de l'enquête était de mesurer la taille de la population active et de comprendre ses principales caractéristiques, comme l'âge, le sexe, l'industrie, le secteur d'emploi et l'éducation. Un questionnaire électronique a été utilisé pour recueillir des données sur des tablettes au moyen d'entrevues personnelles assistées par ordinateur dans le cadre d'entretiens en présentiel. L'enquête a généré une énorme quantité de données ventilées par sexe, permettant au gouvernement d'identifier la sous-représentation des femmes dans la population active, en particulier dans la tranche d'âge des 50 à 54 ans, dans laquelle 69,8% des hommes ont un emploi, contre seulement 30,2% des femmes (ZamStat, 2020).

Une autre priorité majeure a été d'harmoniser les statistiques existantes afin de permettre une meilleure comparaison entre les ensembles de données et l'utilisation des données entre les ministères et départements gouvernementaux. Glory Mshali, membre du réseau et statisticienne au Bureau national des statistiques du Malawi, a décrit l'harmonisation des variables comme un « grand défi ». Elle a fait remarquer que son organisation avait différents types d'enquêtes et de variables qui n'étaient souvent ni harmonisées ni comparables⁵. Divers efforts transfrontaliers et continentaux sont en cours pour aider à harmoniser les données d'enquête et les données administratives. C'est le cas, par exemple, de la Stratégie pour l'harmonisation des statistiques en Afrique, que la Banque africaine de développement, la CEA et la Commission de l'Union africaine ont lancée pour aider à normaliser les données sur la gouvernance, la paix et la sécurité, y compris diverses données genrées. Un autre exemple prometteur vient de la Sierra Leone, où le ministère de l'éducation de base et de l'enseignement secondaire supérieur a pris des mesures pour renforcer la collecte de données genrées et celles sur les handicaps dans les registres nationaux du pays. Pour ce faire, il a introduit davantage de questions sur le handicap dans les enquêtes nationales et les recensements scolaires annuels afin de mieux comprendre les expériences des groupes marginalisés dans le système éducatif et d'élaborer des données comparables entre les ensembles de données nationales. En utilisant ces données plus inclusives, plus fiables et plus granulaires, le ministère a annulé l'interdiction faite aux filles enceintes d'aller à l'école et a conçu des politiques et des campagnes axées sur l'élimination de la pauvreté des apprentissages, l'élimination des écoles de fortune et l'élimination des irrégularités et autres fautes professionnelles lors des examens (Inclusive Data Charter, 2020, p. 8). Tous ces exemples ont non seulement contribué à combler les lacunes en matière de données genrées, mais ont également enhardi les défenseurs de ces données en leur permettant de s'exprimer sur les avantages de ce type d'analyse.

2.1.2 NOUVELLES APPROCHES

2.1.2.1 ÉVALUATIONS RAPIDES

De nombreux pays membres du réseau ont manifesté beaucoup d'intérêt pour la manière de tirer parti des nouvelles technologies et approches. Grâce aux nouvelles méthodes d'enquête assistées par ordinateur et par téléphone, on assiste depuis quelques années à une recrudescence d'approches d'enquêtes intermédiaires plus dynamiques, qui peuvent compléter les programmes d'enquêtes à grande échelle auprès des ménages. En 2020, par exemple, ONU-Femmes a lancé une nouvelle méthodologie d'enquête pour une évaluation rapide des disparités hommes-femmes, afin d'identifier comment le fardeau du travail de soins non rémunéré imposé aux femmes était en train d'évoluer en raison de la COVID-19. La méthodologie d'enquête proposée était souple, puisqu'elle pouvait être déployée au moyen d'une enquête par téléphone, d'une enquête en ligne, d'une notification envoyée par texto ou d'une enquête menée directement par échanges de textos. Fin 2020, plus de 50 pays menaient

⁵ Entretien en ligne avec Glory Mshali le 25 janvier 2022.

ce type d'enquêtes, coordonnées par les bureaux de pays d'ONU-Femmes, en partenariat avec les gouvernements nationaux. Ces pays comprenaient le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Kenya et le Nigéria (ONU-Femmes, 2020).

Au Kenya, l'évaluation rapide de l'égalité des sexes a été menée en partenariat avec le Bureau national des statistiques du Kenya et en particulier avec ses points focaux chargés des données genrées, entre août et septembre 2020. L'évaluation a été utilisée pour analyser l'impact social et économique de la COVID-19 et a porté sur 2 587 personnes. 2 482 autres personnes ont été interrogées sur des questions liées aux violences sexistes. La méthodologie utilisée a consisté en entrevues téléphoniques assistées par ordinateur sur la base d'un questionnaire structuré. Cette évaluation a complété une enquête nationale sur la COVID-19 menée entre mai et juin 2020, avec plus de 30 000 participants en deux vagues. Les principales conclusions de la recherche comprennent l'impact économique disproportionné de la pandémie sur les femmes en raison de la perte de revenus et de moyens de subsistance, de la baisse de leur apport nutritionnel et de leur sécurité alimentaire, de l'augmentation de leur fardeau de soins domestiques, de l'augmentation de la vulnérabilité des filles aux perturbations de leur apprentissage et de leur éducation et des plus grands défis de santé mentale et physique auxquels elles sont confrontées (y compris celles liées à l'augmentation des violences sexistes) (Kenya, 2020).

En Afrique du Sud, la nouvelle étude sur la dynamique du revenu national – enquête mobile rapide sur le coronavirus est une autre étude dynamique qui a été utilisée pour surveiller l'impact de la COVID-19. L'enquête sur un panel représentatif au niveau national de 28 000 Sud-Africains a été menée par téléphone, en utilisant les 11 langues officielles de l'Afrique du Sud. Les mêmes personnes ont été contactées tous les quelques mois pour vérifier l'évolution de l'impact de la COVID-19 sur leurs revenus, leur emploi, le bien-être de leur ménage, l'obtention de subventions, ainsi que sur les connaissances et les comportements liés à la COVID-19. L'enquête, qui comprend des questions sur le bien-être des hommes et des femmes et d'autres dynamiques sensibles au genre, a contribué à mettre en évidence les inégalités résultant de la pandémie, telles que la vulnérabilité accrue des femmes au chômage et leur accès limité à l'aide au revenu (Casale et Shepherd, 2021). Les données probantes générées aident les défenseurs des données genrées et d'autres praticiens du genre à mettre en évidence les impacts perniciose de l'inégalité entre les sexes et à soutenir une réponse à la COVID-19 plus sensible au genre.

2.1.2.2 DONNÉES GÉOSPATIALES

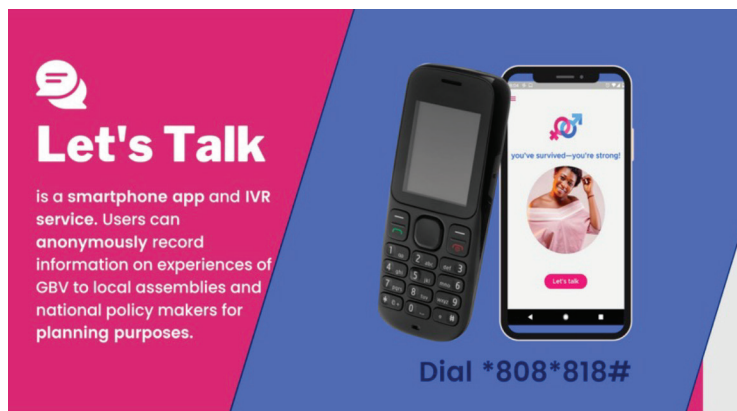
Un outil simple mais de plus en plus utilisé et efficace, identifié par un certain nombre de membres du réseau de données genrées, consiste à trianguler les enquêtes auprès des ménages et les données des recensements avec des données géospatiales, afin d'identifier les lacunes géographiques dans la couverture et les inégalités spatiales potentielles, y compris la façon dont elles peuvent affecter l'accès aux services pour les hommes, les femmes, les filles et les garçons. En Sierra Leone, un partenariat avec un consortium international, appelé Geo-Referenced Infrastructure and Demographic Data for Development (Infrastructures géoréférencées et données démographiques pour le développement), a permis à l'office national de statistique, au ministère de l'enseignement de base et de l'enseignement secondaire supérieur, au ministère de la protection sociale, du genre et de l'enfance et à d'autres départements compétents d'examiner comment l'éloignement géographique d'une communauté (ainsi que d'autres facteurs socioéconomiques) peut affecter l'accès à la scolarisation. Ils combinent les données du recensement scolaire avec l'imagerie spatiale pour identifier « des approches innovantes de collecte, d'analyse et d'utilisation des données géospatiales qui peuvent conduire à l'amélioration des résultats scolaires pour tous les élèves, et en particulier améliorer les résultats pour les filles, les élèves handicapés et les enfants vivant dans des régions reculées » (Sengeh et Game, 2021).

2.1.2.3 ANALYSE DES MÉDIAS SOCIAUX

L'une des approches les plus à la pointe, qui a suscité l'intérêt dans tous les pays membres du réseau, est l'analyse des médias sociaux. En 2018, la Fondation internationale pour les systèmes électoraux au Zimbabwe a travaillé avec des associations juridiques locales de femmes et des organisations de

la société civile, les formant à reconnaître toutes les formes de violence à l'égard des femmes lors des élections. Il s'agissait notamment de la violence en ligne, qui a été identifiée à l'aide d'un logiciel d'apprentissage automatique utilisant l'intelligence artificielle pour traiter de millions de messages en ligne afin d'identifier le harcèlement en ligne, qui affectait les femmes et les hommes politiquement actifs au Zimbabwe avant les élections de 2018. Le rapport de l'étude indique : « l'écrasante majorité des auteurs sont des hommes attaquant des femmes (76%). Les formes de violence que subissent les femmes dans la cybersphère sont variées et comprennent des menaces directes de sévices physiques et sexuels, des injures, des commentaires dénigrants et dégradants » (Bardall, 2018, p. 19). À la fin de la période de l'étude, les organisations locales avaient aidé un certain nombre de rescapés à se pourvoir en justice pour que des poursuites puissent avoir lieu, notamment avec 100 affaires supplémentaires documentées, de nombreuses accusations portées, plusieurs arrestations et deux poursuites couronnées de succès. L'étude a été conçue pour être aisément reproduite et utilisée à plusieurs reprises afin de recueillir à l'avenir des données sur les libertés électorales, générant ainsi de nouvelles statistiques officielles sur l'activité politique.

2.1.2.4 DONNÉES GÉNÉRÉES PAR LES CITOYENS



Lors du webinar du réseau en janvier 2022, Gloria Akoto-Bamfo, des Services statistiques du Ghana, a fait une brillante présentation sur un projet visant à utiliser des données générées par les citoyens pour produire des statistiques sur les violences sexistes. L'objectif général du projet était d'explorer le potentiel de l'utilisation de données générées par les citoyens pour compléter les statistiques officielles. Les responsables de la mise en œuvre de ce projet avaient exploré les méthodologies permettant d'obtenir des données générées par les citoyens au sujet des indicateurs 5.2.1, 5.2.2, 11.7.2

et 16.2.3 des objectifs de développement durable. Ils espéraient en outre que les données produites par les citoyens pourraient étayer la prise de décisions fondées sur des données probantes au niveau infranational. Le projet s'inscrit dans une approche des données fondée sur les droits de l'homme, qui implique des citoyens ordinaires dans la planification et la production de données, et sur un processus de conception axé sur la personne pour formuler la méthodologie et le logiciel. Des projets pilotes ont été menés dans trois districts des trois zones écologiques du Ghana (Ho, Techiman et Central Gonja). Une application pour smartphone et un service de réponse vocale interactive ont permis aux utilisateurs d'enregistrer anonymement des informations sur des expériences de violences sexistes et de fournir ces informations aux assemblées locales et aux décideurs nationaux à des fins de planification. Ils ont également été en mesure de rendre compte dans leur propre langue et de fournir des informations personnelles, pas seulement des réponses standard. Les conclusions générales du projet sont que les données générées par les citoyens peuvent ajouter de la valeur à la production de statistiques au niveau infranational et à une culture d'élaboration de politiques fondées sur des données probantes. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour comprendre les données qui pourraient être produites, car les utilisateurs préfèrent souvent s'exprimer au moyen d'un système vocal plutôt que d'utiliser des réponses textuelles standardisées, et ils souhaitent également répondre dans différentes langues. Une découverte très intéressante a été que les gens étaient prêts à faire des rapports au nom d'autres personnes, ce qui suggère que les niveaux des comptes rendus pourraient être relevés et que la portée des rapports basés sur des enquêtes et la collecte de données administratives par l'Unité de soutien aux victimes de violences domestiques du Service de police du Ghana pourrait être élargie (Akoto-Bamfo, 2022).

2.1.2.5 ENQUÊTES SUR LES BUDGETS-TEMPS

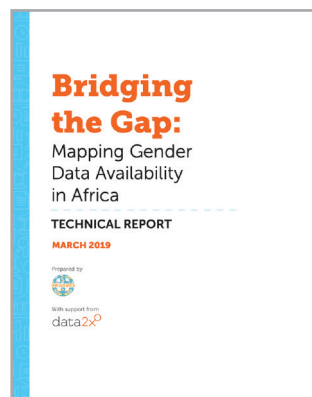
Les enquêtes sur les budgets-temps mesurent le temps que les gens consacrent en moyenne à diverses activités, telles que les tâches ménagères, les soins familiaux et les loisirs. Ces enquêtes sont essentielles pour mesurer la valeur de la production des ménages et constituent les principales sources de données statistiques utilisées pour calculer l'indicateur 5.4.1 des objectifs de développement durable : la proportion de temps consacré au travail domestique et aux soins non rémunérés, par sexe, âge et lieu. Comme l'a noté Charmes (2007, p. 1), « les préoccupations concernant les budgets-temps en Afrique ne sont pas nouvelles. Un certain nombre d'enquêtes sur les budgets-temps ont été menées au niveau national sur l'ensemble du continent, sans parler des enquêtes du programme de la Banque mondiale sur la mesure du niveau de vie et d'autres enquêtes

« intégrées », qui ont systématiquement inclus une courte série de questions dans de grandes enquêtes polyvalentes. Ces dernières années, il y a eu un regain d'intérêt pour les enquêtes sur les budgets-temps, stimulé par l'indicateur 5.4.1, ce que les membres du réseau ont confirmé lors de récents entretiens avec les principaux répondants aux enquêtes. Il est encourageant de constater que de nombreux membres ont observé qu'il s'agissait d'un domaine de collaboration, les modèles d'enquête sur les budgets-temps étant partagés entre le personnel des bureaux nationaux de statistique du Kenya, du Rwanda et de République-Unie de Tanzanie, et séparément entre les membres du personnel du Nigéria, de la Zambie et du Zimbabwe.

2.2 RENFORCER LA COMPRÉHENSION, LES COMMUNICATIONS ET L'UTILISATION

Comme cela a été souligné lors d'un événement organisé par le réseau en janvier 2022, améliorer les données reste vain si ces données ne sont pas activement utilisées. Le renforcement des données genrées en Afrique et dans le monde nécessite une approche holistique qui prend en compte non seulement la production des données, mais aussi leur communication, leur adoption et leur utilisation. Fondamentalement, cela exige de mettre l'accent sur le développement des compétences dans les gouvernements, mais aussi parmi les médias et le grand public. Les résultats des entretiens et la discussion lors du webinaire du réseau ont mis en évidence quatre domaines cruciaux qui sont essentiels pour accroître la sensibilisation, la concertation et l'utilisation des données : la recherche, une meilleure accessibilité, les communications et le développement des compétences. Il a été maintes fois observé que l'adoption et l'utilisation des données devraient tenir compte à la fois de leur utilisation par les citoyens (à des fins de responsabilisation) et de leur utilisation par les fonctionnaires des États (pour la conception des politiques).

2.2.1 RECHERCHE : UNE MEILLEURE COMPRÉHENSION DES LACUNES ET DES DÉFIS EN MATIÈRE DE DONNÉES GENRÉES



Comme l'introduction le soulignait, de nombreux aspects de la dynamique de genre en Afrique sont encore inconnus. En outre, la pandémie de COVID-19 et d'autres changements climatiques émergents produisent plus d'insécurité et de risques qui affectent très différemment les hommes, les femmes, les filles et les garçons dans tout le continent. Pour aider à comprendre ces défis et identifier les lacunes les plus graves en matière de données genrées, les institutions partenaires du réseau, telles que Data2X et Open Data Watch, ont commandité plusieurs recherches. Un rapport d'Open Data Watch (2019) contient une cartographie systématique de la disponibilité des données genrées dans 15 pays d'Afrique subsaharienne pour un large éventail d'indicateurs essentiels sur le genre et une compilation d'études de cas nationales détaillées. Selon les entretiens avec les principaux répondants, l'exercice a aidé les bureaux nationaux de statistique du continent à plaider en faveur d'une attention et d'un investissement accru dans les domaines

mal desservis des données générées. L'exercice a également facilité le dialogue entre les pays sur les lacunes recensées dans les données ventilées par sexe et a encouragé des échanges techniques.

Pour aider à renforcer les capacités en matière de données générées, l'une des principales activités du secrétariat du réseau a consisté à préparer des courriels et des bulletins mensuels pour partager des informations sur les nouvelles études, recherches et ressources techniques. Bien que ce ne soit qu'une intervention très simple, les membres du réseau ont observé que cela les aide à rester informés des techniques et approches les plus récentes, car ils n'ont souvent pas le temps de se pencher eux-mêmes sur les dernières recherches et conseils techniques, compte tenu des nombreuses exigences qui leur incombent en même temps.

2.2.2 ACCESSIBILITÉ DES DONNÉES

L'accessibilité des données a été l'un des principaux thèmes du webinaire sur les données générées, qui s'est tenu en janvier 2022. Les participants ont observé que, bien que la production de données soit un défi permanent, il est vain d'augmenter l'offre si les données ne sont pas

ouvertes et accessibles aux décideurs et au grand public. Fort heureusement, plusieurs organisations ont œuvré récemment à la promotion des données ouvertes en Afrique. Le Réseau africain des données ouvertes pour le développement a été créé en 2018 par l'Open Data for Development Network (réseau de données ouvertes pour le développement) et la Local Development Research Initiative (initiative de recherche sur le développement local), basés au Kenya.

Au cours du webinaire de janvier, Muchiri Nyaggah (directeur exécutif de l'Institut de recherche sur le développement local et supporteur du réseau) a présenté les efforts de son organisation pour accroître la visibilité et l'utilisation des données générées, comme le partage des meilleures pratiques en matière de gestion et de diffusion des données ouvertes. Il s'agit notamment d'actions pratiques telles que l'amélioration des fonctionnalités du Web pour l'exportation rapide et facile (permettant, par exemple, aux entités gouvernementales d'extraire et d'utiliser facilement des données et des analyses sur le genre) et l'automatisation de la visualisation des données de base afin qu'elles soient facilement utilisables par les médias et les décideurs. M. Nyaggah a souligné l'importance de former des champions des données ouvertes, en particulier des champions des données générées, qui peuvent travailler dans tous les organismes gouvernementaux pour susciter l'intérêt et les engagements et aider à intégrer le genre dans les systèmes nationaux plus larges de données, avec les points focaux chargés du genre qui sont membres du réseau. Il a également souligné l'importance du suivi des données ouvertes et s'est appuyé sur les travaux du partenaire du réseau, Open Data Watch, pour montrer que le score médian des données ouvertes sur le genre en Afrique avait augmenté de 21% depuis 2016 (Open Data Watch, 2021). Bien que cette amélioration soit impressionnante et reflète les efforts déployés par les défenseurs des données générées pour rendre leurs données plus accessibles, M. Nyaggah a également noté que les scores des autres catégories non liées au genre avaient nettement plus augmenté, avec une hausse de 40% (Open Data Watch, 2021).

2.2.3 COMMUNICATIONS EFFICACES

L'efficacité des communications de données, à laquelle les membres du réseau accordent une forte priorité, a été un thème central des activités du réseau au cours des deux dernières années. En 2021, les sponsors du réseau, dont le Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle, ont organisé une série de sessions de formation sur les communications de données, notamment sur la visualisation de données. Les cours ont été bien accueillis et ont permis aux membres de s'engager activement auprès des médias locaux pour promouvoir des articles sur les données relatives au genre. Un cours de formation particulièrement efficace, salué par tous les membres du réseau, a été la « formation des formateurs sur la communication des statistiques générées pour des statisticiens et des



journalistes », organisé par le Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle. Ce cours, d'une durée de sept heures et demie, a été suivi par tous les membres du réseau en septembre 2021, un certain nombre d'entre eux élaborant des stratégies et des plans pour mieux interagir avec les médias locaux et d'autres ministères concernés.

Lors du webinaire de janvier 2022, Emma Phiri, analyste de l'égalité des sexes à l'Agence zambienne des statistiques, a fait part des expériences récentes de la Zambie en matière de dialogue avec les médias nationaux et locaux, notamment par le biais de formations conjointes et d'une déclaration d'intention en prévision qui doit décrire la poursuite de la coopération entre l'Agence et le ministère de l'information et des médias, pour renforcer les communications sur les statistiques genrées.

Pour mettre en pratique les nouvelles compétences en matière de communication, le réseau a activement aidé ses membres à participer à des forums et autres événements régionaux et internationaux, où ils peuvent présenter leur travail et s'adresser à un large public international. Par exemple, en 2021, deux membres de gouvernements appartenant au Réseau mondial des responsables des données et des statisticiens des Nations Unies ont participé à un large éventail d'événements axés sur les investissements dans les données et les lacunes en matière de données genrées. ONU-Femmes et Data2X ont parrainé une grande manifestation consacrée aux données genrées en Afrique pour présenter les résultats de l'étude « Réduire l'écart ». Cet événement a mis en évidence le pouvoir des réseaux et des partenariats multipartites pour stimuler l'action sur les données genrées, en se concentrant en particulier sur la façon dont ils peuvent générer des solutions techniques, de renforcement des capacités, de mise en réseau, de financement et d'accessibilité des données. En juillet 2021, un membre du réseau a également participé à un événement phare en ligne organisé par la Banque mondiale sur la vision du Rapport sur le développement dans le monde 2021 de créer des systèmes de données sensibles au genre en vue de parvenir à l'égalité des sexes. Enfin, en septembre 2021, quatre membres du réseau ont participé au huitième Forum mondial sur les statistiques genrées. L'événement a mis en exergue le travail du réseau et donné lieu à des discussions portant spécifiquement sur la gestion des données genrées pendant les crises.

En outre, le réseau a recherché des occasions très médiatisées avec des organisations internationales et des médias pour aider à diffuser et à communiquer le travail de ses membres. En février 2020, deux membres ont participé à la campagne *Equal Everywhere*. Cette campagne de la Fondation pour les Nations Unies a mis en avant les voix des femmes et des filles qui défendent l'égalité des sexes dans leur

travail et leur vie personnelle. Leurs histoires ont été présentées sur un site Web spécial et sur les médias sociaux (Fondation des Nations Unies, 2020a, 2020b). L'histoire de Caroline a également été sélectionnée pour être incluse sur un site Web consacré aux récits positifs (Upworthy, 2020). En outre, fin 2020, un journaliste d'une plateforme médiatique au service de la communauté mondiale du développement s'est entretenu avec quatre membres du réseau (Gloria Akoto-Bamfo, Oluyemi Oloyede, Diana Byanjeru et un autre membre), puis a rédigé un article sur le travail du réseau et les défis auxquels sont confrontés les défenseurs des données générées pour les faire progresser en Afrique (Jerving, 2020).

Pour promouvoir le partage et la communication des données au niveau régional, la CEA a mis en place en 2020 une plateforme de statistiques générées sous la direction du Groupe africain sur les statistiques générées. La plateforme a pour objectif de permettre le partage des recherches et autres documents émanant des différentes institutions qui participent au Programme africain sur les statistiques générées (Banque africaine de développement, Commission de l'Union africaine, ONU-Femmes, etc.). Le réseau a mis en place sur cette plateforme une série de pages de ressources, où les membres peuvent trouver des informations sur les formations, les nouvelles publications, les innovations et le financement sur les statistiques générées, tout cela en un seul endroit. En complément des nombreuses ressources en ligne, le réseau envoie un courriel mensuel au moyen duquel le coordonnateur partage des informations pertinentes, notamment sur les nouvelles recherches, les ressources techniques, les webinaires à venir, les cours en ligne et les ressources en ligne sur la COVID-19. Lors d'entretiens menés au début de 2022, les membres ont souligné à plusieurs reprises l'utilité de ce tour d'horizon mensuel et la façon dont il les a aidés à se tenir au courant des activités d'autres pays et organisations au sujet des données générées..

2.2.4 FORMATION PROFESSIONNELLE

L'une des principales priorités du réseau et de ses membres en 2019-2021 a été le renforcement des capacités et la formation. À la suite de la première réunion du réseau, une série de webinaires a été organisée pour soutenir la formation professionnelle et la progression méthodologique des membres. Le premier webinaire, qui s'est tenu le 31 mars 2020, a porté sur les nouveaux développements méthodologiques dans les données générées, en présentant les travaux réalisés par la Banque mondiale et l'Organisation internationale du travail (OIT). Le webinaire a été l'occasion d'un débat au sujet des normes internationales sur les statistiques du travail, de l'emploi et de la sous-utilisation de la main-d'œuvre produites par la Conférence internationale des statisticiens du travail afin d'appuyer les mesures visant à faire en sorte que le travail rémunéré et non rémunéré des femmes, les différences entre les sexes dans la participation au marché du travail et la charge globale du travail soient reflétés dans les statistiques officielles. Le webinaire avait aussi pour objectif de soutenir le travail effectué par l'OIT pour élaborer une méthodologie d'enquête sur la population active afin de produire des statistiques conformes à ces normes. En outre, la Banque mondiale a présenté les expériences des pays pilotes et les résultats préliminaires et a souligné les besoins d'améliorer la collecte de données individuelles désagrégées dans les enquêtes nationales auprès des ménages.

Le deuxième webinaire, qui s'est tenu le 7 mai 2020, s'est concentré sur les meilleures pratiques et les exemples de réussites des offices nationaux de statistique pour l'intégration de la ventilation des données par genre. Un membre du réseau a planté le décor en soulignant les défis liés à la production de données désagrégées au sein du système statistique national. Les champions de la Charte des données inclusives ont ensuite partagé leurs expériences de plaidoyer interne en faveur d'une réforme institutionnelle pour favoriser les engagements sur les données générées. Enfin, des représentants du Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle ont expliqué pourquoi les compétences non spécialisées sont importantes pour la désagrégation des données en présentant des exemples de différents pays.

Un troisième webinaire a été organisé le 14 octobre 2020 dans le cadre d'un événement en deux parties, parallèlement à la réunion annuelle du réseau, tenue en ligne. Cette réunion rassemblait des partenaires

de développement et des donateurs dans le domaine des données générées pour discuter de l'efficacité du réseautage, du partenariat, du plaidoyer et de mieux faire comprendre l'importance des données générées pendant la pandémie de COVID-19. Les discussions ont également porté sur la satisfaction des besoins des utilisateurs de données et la confiance dans la fourniture de services de données, ainsi que sur le partage de données, et en particulier sur le rôle et les défis de l'ouverture et du partage de données et sur la manière de mieux utiliser les données générées existantes lorsque des données fiables sont nécessaires de toute urgence pour prendre des décisions critiques.

Le dernier webinaire de 2020 s'est tenu le 15 décembre et s'est concentré sur les travaux récents de l'OIT visant à combler les lacunes en matière de données générées mises en évidence par la pandémie. Le webinaire a mis en exergue le potentiel des normes statistiques les plus récentes, notamment celles adoptées lors de la dix-neuvième Conférence internationale des statisticiens du travail en octobre 2013. Ont été aussi présentés certains des principaux défis concernant les mesures identifiées par l'OIT lors de récents essais pilotes, pour faire mieux comprendre la nécessité de bonnes pratiques de mesure en même temps que la mise en application des normes les plus récentes. Cette formation s'est poursuivie en 2021, en mettant l'accent sur les communications de données, comme indiqué ci-dessus. Selon Sorsie Gutema Deme, de l'Agence centrale des statistiques d'Éthiopie, les membres du Réseau mondial de données s'appuient sur le réseau et le programme africain associé sur les statistiques générées pour la formation et le renforcement des capacités et trouvent que les ressources fournies par le réseau sont très efficaces pour leur développement personnel. Gloria Akoto-Bamfo, des Services statistiques du Ghana, a déclaré que le réseau la poussait à apprendre et la mettait au défi d'accomplir toujours plus. Elle a ajouté que le réseau l'avait poussée à réagir plus vivement.^{6,7,8}

6 Le programme africain sur les statistiques générées est un programme régional conjoint entre les principaux acteurs des statistiques générées, notamment la CEA, la Banque africaine de développement, ONU-Femmes, la Commission de l'Union africaine, le Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle, l'OIT, divers centres de formation en statistique et d'autres partenaires techniques. Le programme, dont la CEA assure le secrétariat, « regroupe des initiatives visant à l'élaboration de statistiques générées qui doivent être entreprises par des organisations régionales, des organismes internationaux et d'autres institutions au niveau régional. Le Programme a été approuvé par la Commission africaine de statistique à sa troisième session en 2012, qui a demandé au Groupe de travail technique sur les statistiques de la différence des sexes de coordonner la mise en œuvre du Programme et de rendre compte des progrès accomplis à chacune de ses sessions. » (Commission économique pour l'Afrique, 2020, p. 1).

7 Entretien en ligne avec Sorsie Gutema Deme le 28 janvier 2022.

8 Entretien en ligne avec Gloria Akoto-Bamfo le 31 janvier 2022.

3. ENSEIGNEMENTS ACQUIS DANS L'ENSEMBLE DU RÉSEAU DE DONNÉES GENRÉES

En à peine plus de deux ans, le réseau s'est imposé comme point d'ancrage de la communauté africaine des données et des statistiques sur le genre. Il compte 15 pays membres dévoués, chacun avec un ou plusieurs représentants qui échangent régulièrement des informations et des ressources, participent à des formations et travaillent avec des institutions partenaires pour susciter l'intérêt des données générées améliorées et agir en faveur de leur conservation. Les entretiens avec les principaux membres du réseau et les discussions en conclusion du webinaire de janvier 2022 mettent en évidence quatre réalisations clés à ce jour :

1. La valeur du réseau en tant que plateforme de soutien offrant aux membres un sentiment de communauté et une richesse de savoir-faire technique sur laquelle s'appuyer. Plusieurs des personnes interrogées ont souligné qu'il s'agissait d'un endroit où elles pouvaient établir des liens avec leurs pairs, poser des questions techniques et partager des idées. Elles ont souligné que cela leur avait offert « une communauté » et que c'était « un endroit pour partager leurs expériences » et surmonter le sentiment que le genre était « cloisonné ». Elles ont particulièrement insisté sur la valeur du réseau pendant la pandémie de COVID-19, car il les avait aidées à « rester connectées », à la fois avec leurs pairs et sur les recherches les plus récentes ;
2. La promotion des échanges techniques. Grâce aux liens favorisés par le réseau, les offices nationaux de statistique ont partagé des questionnaires sur les budgets-temps, leurs expériences concernant l'essai de nouvelles méthodes pour les données générées par les citoyens et des conseils sur le renforcement des capacités institutionnelles et la promotion de l'adhésion politique ;
3. L'autonomisation des défenseurs des données générées pour qu'ils s'engagent dans un plaidoyer intergouvernemental interne, ce qui est essentiel pour relever le défi auquel ils sont tous confrontés, à savoir favoriser l'adhésion politique pour obtenir davantage de ressources nationales. Cette question, selon Caroline Gatwiri Mutwiri du Bureau national des statistiques du Kenya, n'était pas encore considérée comme prioritaire. Le réseau habilite les défenseurs des données générées en leur fournissant une plateforme internationale pour présenter leur travail, en démontrant l'intérêt international et les ressources nécessaires pour le plaidoyer intergouvernemental et en identifiant d'autres voix faisant autorité qui peuvent promouvoir les données générées. Grâce à ce soutien, les statisticiens nationaux travaillant sur le genre ont déclaré qu'ils se sentaient habilités à en faire plus ;
4. La mise en évidence de l'importance des communications de données, des données ouvertes et de l'utilisation des données. Bien que des défis de production subsistent, de nombreux membres ont souligné que la formation en communication menée en 2021 avait été particulièrement bénéfique. Ils ont souligné que cela leur avait permis de dialoguer avec des journalistes, des médias et d'autres personnes qui ne sont pas des experts et de veiller à ce que les données disponibles soient clairement comprises et puissent donc être mieux utilisées pour susciter des changements de politique.

4. ACTIVITÉS FUTURES POTENTIELLES

Les membres du réseau sont très optimistes quant à ce que l'avenir leur réserve. Lors des entretiens personnels, beaucoup d'entre eux ont souligné qu'ils souhaitent vivement que le réseau se développe et ont mentionné un large éventail d'activités qu'ils espèrent que le réseau va appuyer. En tête de liste figure la formation continue, pas seulement au moyen de webinaires et d'événements collectifs, mais peut-être aussi avec des moyens de formation plus personnalisés et dynamiques, adaptés à chaque membre, et par des apprentissages entre pairs. Trois membres souhaitent pouvoir se rendre dans d'autres pays pour y observer leurs pratiques, dans l'espoir que cela pourrait leur donner des idées pour leurs propres processus nationaux.

« PEUT-ÊTRE QUE CHAQUE FOIS QU'UN PAYS PLANIFIE UNE NOUVELLE ACTIVITÉ, AU STADE DE LA PLANIFICATION, NOUS POURRIONS NOUS Y RENDRE POUR NOUS FAIRE UNE IDÉE DE LA FAÇON DONT CELA A ÉTÉ FAIT ET AINSI DE SUITE ». (KAPUTU, 2022)

Une autre priorité essentielle pour les membres est de continuer à mettre l'accent sur les communications et l'utilisation des données. Selon Gloria Akoto-Bamfo, du Ghana : « Les données ont leurs problèmes, mais le principal problème est la compréhension et l'analyse. Nous n'avons pas besoin de gros rapports,

« J'AIMERAIS PROMOUVOIR LE GENRE AU NIVEAU DE L'EXÉCUTIF, MAIS LA PLUPART DES GENS SUPPOSENT QUE SI VOUS PARLEZ DE GENRE, IL NE S'AGIT QUE DE FEMMES, CE QUI RISQUE DE NE PAS SUSCITER SUFFISAMMENT D'INTÉRÊT ». (ENTRETIEN EN LIGNE AVEC GLORIA AKOTO-BAMFO EN JANVIER 2022)

mais d'analyses simples et accessibles que plus de gens peuvent comprendre. »⁹ De nombreux membres ont déclaré qu'ils trouvent la formation sur la visualisation dispensée par le Partenariat statistique au service du développement au XXIe siècle très utile à cette fin, mais que l'on

pourrait en faire plus pour maintenir l'intérêt sur ce sujet et aider les membres à s'assurer qu'ils appliquent leur apprentissage aux défis politiques du moment. Les membres s'intéressent particulièrement au dialogue avec les médias, l'un d'entre eux déclarant : « Nous ne voulons pas seulement que nos données soient utilisées par les décideurs et les universitaires. [Nous] voulons qu'elles soient utilisées par les médias et le public, en particulier les médias ». ¹⁰

Une préoccupation commune mentionnée lors du webinaire, sur la base des entretiens avec les principaux répondants et toute une série de documents pertinents, est la nécessité de prioriser le genre dans la politique, car de nombreux politiciens considèrent encore qu'il s'agit d'une question qui ne concerne que les femmes. Si des membres ont observé que le réseau avait aidé à faire évoluer les mentalités dans leur offices nationaux de statistique, d'autres départements de leur gouvernement sont encore réticents à s'engager, en particulier sur l'intégration des questions de genre et la budgétisation tenant compte de ces questions. Une personne interrogée a déclaré : « Beaucoup [de nos pairs du gouvernement] pensent encore que le genre est une question de femmes... Nous avons encore du mal à convaincre les autres d'utiliser les statistiques genrées dans la budgétisation ». ¹¹ Afin d'aider les membres à surmonter les idées préconçues de leurs collègues et à accroître l'intérêt pour les données genrées dans l'ensemble du gouvernement, les membres ont exprimé leur intérêt à travailler ensemble pour créer des outils et stratégies de sensibilisation et à apprendre d'autres régions du monde.

9 Entretien en ligne avec Gloria Akoto-Bamfo le 31 janvier 2022.

10 Entretien en ligne avec Petronella Kaputu le 19 janvier 2022.

11 Entretien en ligne avec Caroline Gatwiri Mutwiri le 31 janvier 2022.

Les partenaires du réseau, tels que le Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle, la CEA, Data2X et Open Data Watch peuvent également jouer un rôle central en aidant à mieux faire connaître les préoccupations en matière de données générées ; à œuvrer à faire évoluer les mentalités par le biais de manifestations internationales, en facilitant des réunions de haut niveau pour les membres du réseau et en tirant parti de la force de la communauté internationale pour attirer l'attention des décideurs de haut niveau.

Les membres ont également exprimé leur profonde gratitude envers les nombreuses organisations internationales qui ont appuyé les activités du réseau et se sont dit impatients de voir le nouveau rôle de coordination que jouera le Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle. Ils ont observé que ce consortium international leur avait donné accès à de nouveaux réseaux, plateformes et expériences au niveau mondial et qu'ils étaient enthousiasmés par le potentiel de développement de nouvelles opportunités. Les membres souhaitent vivement tirer le meilleur parti du riche corpus de connaissances institutionnelles au sein de ces organisations internationales en partageant encore plus d'informations, non seulement par courrier électronique, mais aussi en augmentant l'activité sur la plateforme Web centralisée et en organisant des formations avec ces entités. Comme l'observait la conclusion d'un des entretiens : « il y a toujours plus à apprendre et à partager ». Cette déclaration pourrait servir de devise au réseau pour de nombreuses années à venir.¹²

Le réseau n'est opérationnel que depuis trois ans, mais au cours de cette brève période, il a apporté une valeur ajoutée considérable à chacun de ses membres et à leurs systèmes statistiques nationaux. Grâce à la formation, à la recherche et à l'échange entre pairs, il a encouragé l'adoption de nouvelles approches de collecte de données générées, comblant ainsi d'importantes lacunes en matière de connaissances. Il a aidé ses membres à faire plus de sensibilisation et de communication, aidant ainsi les décideurs et le public à mieux comprendre les inégalités entre les sexes, notamment lors de la récente pandémie de COVID-19. Les entretiens avec les principaux répondants ont clairement montré que les membres aimeraient voir le réseau poursuivre et étendre ses opérations pour permettre davantage de renforcement des capacités et travailler avec d'autres pays. Le soutien continu du réseau par une grande variété d'institutions techniques internationales qui se sont engagées à son expansion et à son succès devrait l'aider à atteindre cet objectif. La CEA, Data2X, Open Data Watch et le Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle auront un rôle crucial à jouer, en aidant le réseau à tirer parti de ses succès pour acquérir des connaissances, des capacités et l'attention politique qu'il mérite afin de soutenir de meilleurs systèmes de données générées en Afrique et dans le monde. Pour toutes les personnes impliquées, la mission est de construire des systèmes de données générées qui soient ouverts, intégrés aux priorités nationales, bien financés et durables. La mission consiste également à mettre en place des systèmes qui aient un impact, à fournir aux décideurs politiques et au grand public des informations qu'ils peuvent utiliser pour améliorer la vie de tous et veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte.

¹² Entretien en ligne avec Dominique Kanobana le 24 janvier 2022.

RÉFÉRENCES

Akoto-Bamfo, Gloria (2022a). Achieving Better Outcomes with Better Gender Data: Citizen Generated Data Pilot Project on Gender based Violence (Obtenir de meilleurs résultats grâce à de meilleures données genrées : Projet pilote de données générées par les citoyens sur la violence fondée sur le sexe). Présentation faite lors du webinaire public du Gender Data Network qui s'est tenu le 26 janvier 2022 à Accra au nom du Service statistique du Ghana. Disponible (en anglais) à l'adresse : <https://paris21.org/sites/default/files/inline-files/Gloria%20CGD>

[%20Project%20on%20GVB_GDN_Ghana.pdf](#).

Banque africaine de développement (2020). *Livret sur les données du genre en Afrique 2019*. Abidjan.

Bardall, Gabrielle (2018). *Violence Against Women in Elections in Zimbabwe: An IFES Assessment: Full Report (Violence contre les femmes lors des élections au Zimbabwe: une évaluation IFES: rapport complet)*. Arlington, Virginie : International Foundation for Electoral Systems.

Casale, Daniela et Debra Shepherd (2021). The gendered effects of the COVID-19 crisis and ongoing lockdown in South Africa: Evidence from NIDS-CRAM Waves 1–5, National Income Dynamics Study (NIDS) – Coronavirus Rapid Mobile Survey. (Les effets sexospécifiques de la crise du COVID-19 et du confinement en cours en Afrique du Sud : données probantes des vagues NIDS-CRAM 1 à 5, National Income Dynamics Study (NIDS) – Coronavirus Rapid Mobile Survey). 8 juillet.

Charmes, Jacques. (2017). Time-use surveys in Africa: problems and prospects (Enquêtes sur les budgets-temps en Afrique : problèmes et perspectives). Dans *Mainstreaming Unpaid Work: Time- use Data in Developing Policies*, Indira Hirway, éd. New Delhi: Oxford University Press.

Inclusive Data Charter (2020). Two Years of the Inclusive Data Charter New York (Charte des données inclusives (2020). Deux ans de la Charte des données inclusives New York).

Jerving, Sara. (2020). 15 African statisticians unite to advance gender data across the continent (15 statisticiens africains s'unissent pour faire progresser les données genrées à travers le continent), Devex, 2 septembre.

Kenya (2020). *COVID-19 Gender Assessment: An Assessment of the Gendered Effects of the COVID-19 Pandemic on Households, Gender Perspective (Évaluation du genre COVID-19 : Évaluation des effets sexospécifiques de la pandémie de COVID-19 sur les ménages, perspective sexospécifique)*. Nairobi.

Open Data Watch (2019). Bridging the gap: mapping gender data availability in Africa, Technical Report (Réduire l'écart : cartographier la disponibilité des données genrées en Afrique, Rapport technique).

Open Data Watch (2021). Open Data Inventory 2020/21, Annual Report (Inventaire des données ouvertes 2020/21, Rapport annuel). Washington, D.C.: Open Data Watch.

Sengeh, David et Alina Game (2021). Transforming education in Sierra Leone continues with geospatial data, Global Partnership for Education (La transformation de l'éducation en Sierra Leone se poursuit avec les données géospatiales, Partenariat mondial pour l'éducation), 4 mars.

Programme des Nations Unies pour le développement (2022). Base de données COVID-19 Global Gender Response Tracker – Plateforme de données du PNUD. Disponible sur <https://data.undp.org/gendertracker/>. Consulté le 4 février 2022.

Fondation pour les Nations Unies (2020a). In Tanzania, making sure every girl and woman is counted (En Tanzanie, s'assurer que chaque fille et chaque femme est comptée) le 20 février.

Fondation pour les Nations Unies (2020b). Making sure women are counted in Kenya (S'assurer que les femmes sont comptées au Kenya), le 20 février.

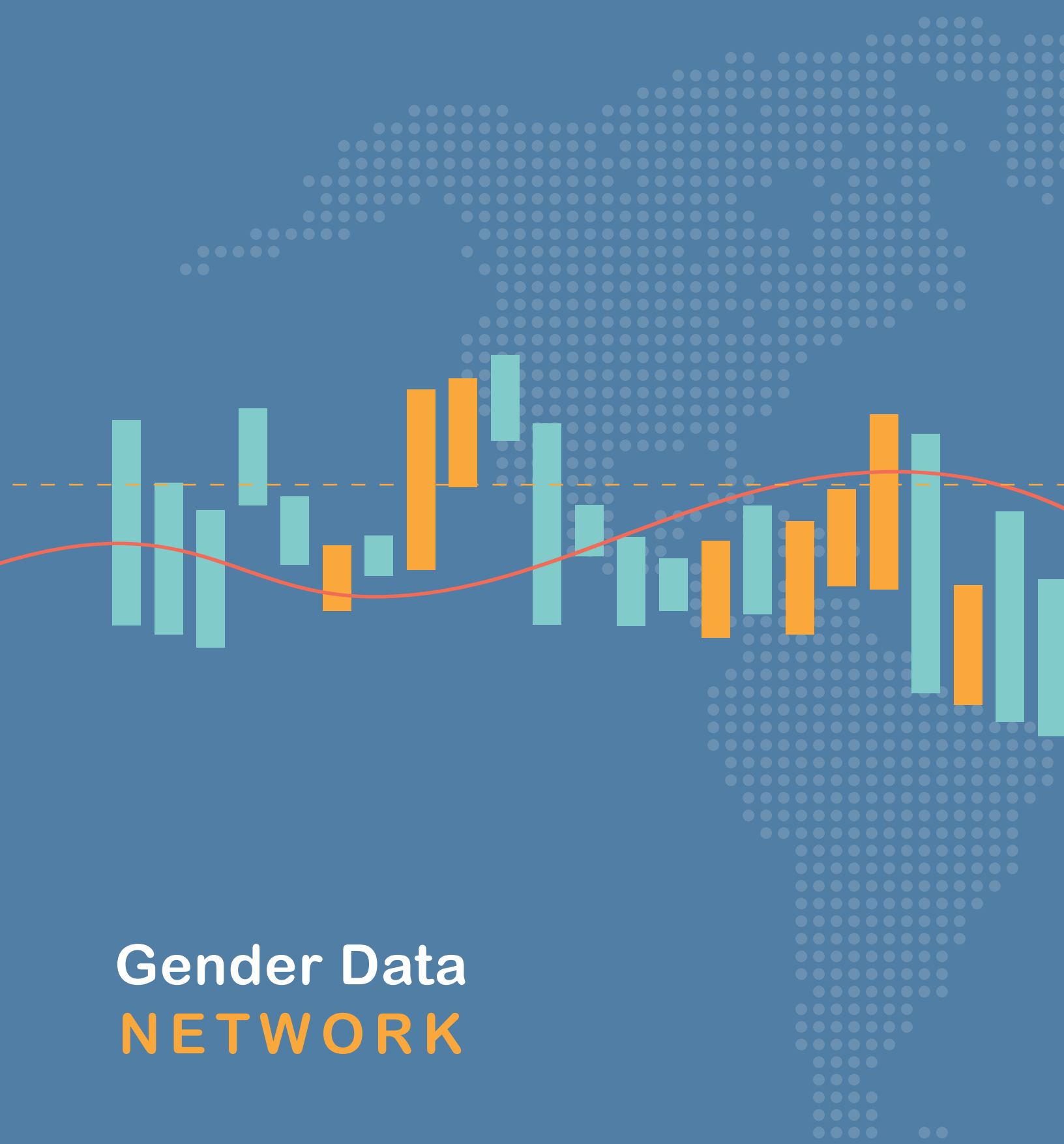
Commission économique pour l'Afrique (2020). Report on progress made on the implementation of the African programme on gender statistics (Rapport sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme africain sur les statistiques sexospécifiques), présenté à la sixième session de la Commission africaine de statistique. Addis-Abeba.

ONU-Femmes (2020). Rapid Gender Assessment Surveys on the Impact of COVID-19, Guidance document (Enquêtes rapides d'évaluation sexospécifique sur l'impact de la COVID-19, document d'orientation).

ONU-Femmes (2021). *Comptées et visibles : Boîte à outils pour une meilleure utilisation des données existantes d'enquêtes auprès des ménages afin de générer des statistiques de genre*. Organisation des Nations unies.

Upworthy (2020). A gender statistician is making sure women are counted in Kenya (Un statisticien de l'égalité des sexes veille à ce que les femmes soient comptées au Kenya), le 18 mars.

Banque mondiale (2022). Banque de données : Indicateurs du développement dans le monde. Disponible à l'adresse : <https://databank.banquemondiale.org/reports.aspx?source=world-development-indicators>. Consulté le 4 février.



Gender Data
NETWORK